Élections fédérales du 18 octobre : les réponses des partis aux questions de Suisse magazine

Autor(en): **Alliaume, Philippe**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Suisse magazine = Swiss magazine**

Band (Jahr): **- (2015)**

Heft 311-312

PDF erstellt am: **20.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-849283

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

POLITIQUE

Élections fédérales du 18 octobre

Les réponses des partis aux questions de *Suisse Magazine*

Propos recueillis par Philippe Alliaume

Comme lors de chaque session d'élections fédérales, les plus importantes dans le système suisse, votre magazine s'est adressé aux principaux partis afin de connaître les axes majeurs de leurs programmes. Les partis ont été sollicités il y a plusieurs mois pour désigner des correspondants aptes à s'adresser à des Suisses expatriés dans des pays francophones. Nous avons reçu à peu près dans les délais imposés des réponses dont le volume et la pertinence par rapport aux questions posées étaient très variables. Nous vous en présentons ici une synthèse qui nous a conduits à la fois à résumer certains développements mais aussi à tronquer ce qui ne nous paraissait pas répondre aux questions. Par souci de transparence, vous retrouverez sur le ***blog de Suisse Magazine*** l'intégralité des réponses reçues et les coordonnées de tous les partis.

Nous nous sommes adressés à gauche au PS et aux Verts, au centre droit aux Verts'lib et au PDC, à droite au PLR, au PBD et à l'UDC.

Les principales questions générales concernaient en synthèse, les grands thèmes sur lesquels chaque parti base sa campagne pour la législature 2015-2019, la place de la Suisse dans le concert des nations, le regard sur les enjeux mondiaux et européens, la position sur l'intégration européenne de la Suisse ainsi que sur l'état économique et politique de l'UE en général et de la zone euro en particulier, l'avis sur la façon dont les acteurs et institutions en charge de l'image de la Suisse à l'étranger remplissent leur rôle.

Parmi les principaux thèmes intérieurs cités, nous avons noté la nécessité d'un tournant énergétique qui est un axe tant pour les Verts avec les cleantechs que pour les Verts'lib et qui est soutenu par le PBD qui y ajoute l'aménagement du territoire. Les autres partis ne l'évoquent pas. Les thèmes de la famille et de l'emploi sont mis en avant par le PDC et le PLR. Ceux de la prévoyance vieillesse et de la réforme de l'impôt des entreprises par le PS. Enfin l'UDC milite pour une politique claire vis-à-vis des étrangers, les Verts'lib pour une économie de marché libérale et une démocratie vivante dépassant les clivages idéologiques et le PBD pour la revalorisation de l'efficacité féminine. À ce stade de programme général, seule l'UDC met spontanément dans ses priorités des thèmes liés aux Suisses de l'étranger.

En ce qui concerne les thèmes extérieurs, Verts'lib et PDC n'affichent pas de thème majeur. On constate que le PS est maintenant seul à prôner une intégration dans l'Union Européenne, alors que PBD et Verts soutiennent les bilatérales et que l'UDC prône la sauvegarde de l'indépendance et de la neutralité et une vision internationale non subordonnée à l'UE.

Plus particulièrement sur la teinte à donner aux relations internationales, l'UDC milite pour la souveraineté sans concession, le PBD confirme son soutien à la mise en oeuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, PLR, PBD et Verts'lib recommandent de développer les relations avec les pays avec qui nous avons des intérêts économiques, le PDC rappelle son objectif humanitaire mais souhaite combattre les abus du droit d'asile, et Verts'lib, Verts et PS visent un ordre économique mondial plus juste, tout en soulignant, pour le PS, la nécessité de réformes internes.

Quant au regard sur l'UE, si le PS est le dernier à souhaiter l'intégration dans l'UE (cf. ci-dessus), il réclame de la part de celle-ci des réformes majeures et la fin des politiques d'austérité, réformes également soutenues par les Verts, qui souhaitent une Europe « des régions » décentralisée. L'UDC est le seul parti à rejeter complètement toute avancée nouvelle en matière de rapprochement avec l'UE ou la Zone euro. Le PBD se différencie de l'UDC en refusant l'isolationnisme et le PDC s'en rapproche en refusant la soumission à une loi étrangère. Quant aux Verts'lib, ils souhaitent un partenariat stable et de longue durée avec l'UE, le développement de la voie bilatérale et ils défendent la libre circulation des personnes.

Lorsque l'on parle de l'image de la Suisse à l'étranger, le PDC et le PLR se déclarent satisfaits du travail accompli par les institutions. Les Verts'lib pensent que l'image est bonne, malmenée cependant par la votation du 9 février 2014. L'UDC réclame une meilleure défense des intérêts suisses, et PBD, Verts et PS pensent que la Suisse devrait d'abord régler ses problèmes intérieurs en préalable à l'amélioration de son image.

Suivait une série de questions sur la représentation des Suisses de l'étranger et notamment la crédibilité du Conseil des Suisses de l'étranger, les fraudes électorales en France à l'OSE et à l'UASF, la nécessité de réformer ou non l'élection de représentants des Suisses de l'étranger, la politisation de l'OSE, l'élection directe, la création d'un 27e canton et les autres solutions. Une question portait également sur le soutien aux besoins propres aux Suisses de l'étranger.

Au sujet du Conseil des Suisses de l'étranger, tous les partis à l'exception du PLR considèrent que l'organe n'est

pas représentatif et doit absolument être réformé. L'UDC propose de supprimer cet organe inutile et tous les autres de le maintenir sous réserve de le faire réellement élire directement par les Suisses de l'étranger et non par des associations.

S'agissant des fraudes récurrentes lors des élections OSE/UASF en France, le PLR, le PDC, les Verts et le PBD ne se prononcent pas. Les Verts'lib considèrent qu'une élection directe réglerait le problème. Le PS considère que la mise en lumière de ce qu'il qualifie de « système népotique de cooptation » est un mal pour un bien, et l'UDC considère que le mode d'élection d'un « Conseil qui ne rime à rien » (sic) est peu important.

S'agissant de la création d'une section électorale des Suisses de l'étranger, le PLR s'y déclare favorable et le PS rappelle l'avoir déjà proposée sous la plume de Carlo Sommaruga (PS/CSE) en 2007. Le PBD s'y oppose. Les Verts et Verts'lib se prononcent pour le *statu quo* et/ou des solutions plus locales. Le PS et l'UDC, tous deux convaincus que l'OSE est non représentative, ne se déclarent pas inquiets par la politisation des débats qui fait si peur à J.-S. Eggly (cf. éditorial du dernier numéro), à condition, pour l'UDC que cette politisation ait lieu hors OSE. Le PDC, lui, accepte un Conseil des Suisses de l'étranger à condition que... le conseiller soit bien enraciné en Suisse (sic).

S'agissant de la loi sur les Suisses de l'étranger, la majorité des partis à l'exception des Verts s'oppose à l'accès de l'OSE aux registres électoraux. De même la quasi-totalité des partis sauf le PLR (qui, lui, soutient l'OSE mais pas le CSE), valident la décision de ne pas consacrer dans la loi pour les Suisses de l'étranger (LSetr) l'OSE dont ils rappellent le statut privé et le caractère peu représentatif.

Pour ce qui est du soutien aux Suisses de l'étranger se sentant abandonnés par la Confédération, ce sont essentiellement l'UDC et le PBD qui considèrent que la cause doit être défendue, avec un certain soutien du PLR. Quant aux Verts, Verts'lib et PS, ils défendent des thèses plus orientées vers une libre circulation des individus et donc une prise en compte de la résidence plus que de la nationalité. Le PDC n'avait pas encore, à la date de la réponse, arrêté la position qu'il prendra dans le cadre de la consultation.

Enfin une dernière série de questions portait sur le traitement inégalitaire que la Confédération fait subir à votre magazine en finançant à grands frais la Revue suisse, et un message particulier à vous adresser.

S'agissant de la distorsion de concurrence entre *Suisse Magazine* qui ne vit que de vos abonnements et de nos dons, et la ***Revue suisse***, financée par fonds fédéraux, l'UDC rappelle avoir toujours critiqué la *Revue suisse* dont le contenu lui semble manquer d'objectivité, le PS et le PBD rappellent leur attachement au maintien de deux revues distinctes, le PLR, les Verts'lib, les Verts et le PDC indiquent essentiellement ne pas connaître le sujet. La photo de la conseillère fédérale PDC se faisant dédicacer une couverture de Liniger sera rediffusée.

En termes de message particulier de synthèse, le PS souhaite que les Suisses de l'étranger qui font preuve d'une particulière adaptabilité soient mieux pris en compte, les Verts s'adressent essentiellement aux frontaliers de la Suisse, les Verts'lib et le PLR se proposent comme porte-parole, le PBD s'engage pour le maintien de bilatérales et une libre circulation avec clause de sauvegarde, l'UDC les engage à s'inscrire pour voter, et à s'engager politiquement.

En résumé nous vous conseillons vivement d'aller lire les réponses détaillées de chaque parti que nous avons dû résumer et synthétiser, ce qui n'était pas toujours facile. Nous n'avons pas pu ne pas noter que les seuls partis à avoir réellement répondu avec pertinence aux questions concernant les Suisses de l'étranger et aux questions précises que nous posions sont l'UDC, les Verts et le PS. Les autres partis ont trop souvent répondu par des généralités ou omis de répondre en indiquant ne pas connaître le dossier. Nous n'insisterons pas sur le parti présidé par un Romand, dont nous avons écrit à la section romande et qui n'a pu nous répondre qu'en allemand.

Par rapport à notre précédente enquête (nos 263 et 265 de 2011), il est assez remarquable de noter que les thèses concernant la conversion énergétique sortent largement du « monopole des partis verts » et qu'à de rares exceptions près, deux organisations bien connues ont tellement usé leur crédibilité qu'elles l'ont pratiquement perdue. L'une c'est l'Union européenne, l'autre c'est l'Organisation des Suisses de l'étranger. À l'une comme à l'autre, on reproche d'abord son déficit démocratique et ensuite ses choix de gestion. ■

Rappel : pour voter vous devez être inscrit auprès du consulat qui transmettra vos coordonnées à votre commune de vote.